

Saupin, Guy (dir.), Histoire sociale du politique. Les villes de l'Ouest atlantique français à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècle)

Mathieu Pichard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2029>

DOI : 10.4000/abpo.2029

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2011

Pagination : 180-183

ISBN : 978-2-7535-1691-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Mathieu Pichard, « Saupin, Guy (dir.), Histoire sociale du politique. Les villes de l'Ouest atlantique français à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècle) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-2 | 2011, mis en ligne le 30 juin 2013, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2029> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.2029>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Presses universitaires de Rennes

Saupin, Guy (dir.), Histoire sociale du politique. Les villes de l'Ouest atlantique français à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècle)

Mathieu Pichard

RÉFÉRENCE

SAUPIN, Guy (dir.), Histoire sociale du politique. Les villes de l'Ouest atlantique français à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècle), Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2010, 262 p.

- 1 En réunissant les travaux récents de six historiens spécialistes d'histoire urbaine, dont les siens, Guy Saupin, professeur d'histoire moderne à l'université de Nantes, propose à travers l'ouvrage *Histoire sociale du politique* une synthèse importante sur la question municipale dans les villes de l'Ouest atlantique français à l'époque moderne.
- 2 Cette synthèse se donne pour objet d'étudier les municipalités des villes de l'Ouest atlantique du XVI^e au XVIII^e siècle sous un angle socio-politique, en même temps qu'elle porte un regard sur les avancées récentes dans les domaines désormais inséparables de l'histoire urbaine et de l'analyse sociale du politique¹. L'ouvrage, issu des réflexions engagées lors de deux journées d'études dirigées par Guy Saupin, résume et couronne ainsi plusieurs années d'interrogations sur l'institution municipale et sur ceux qui l'animent. Il parvient à montrer la grande complexité des choix institutionnels tels qu'ils sont portés par les élites urbaines, complexité inhérente à la diversité des situations étudiées. L'étude insiste sur le lien qui existe entre l'origine de ces élites, leur sociabilité et leurs réseaux – familiaux, matrimoniaux, d'amitié – d'une part, et la diversité des situations politiques, économiques et fiscales telles qu'elles apparaissent à Angers, Brest, Le Mans, Morlaix, Nantes, Quimperlé, Rennes et Tours pendant la période moderne, d'autre part. La cohérence de l'espace géographique étudié est

dessinée par la nature même des institutions étudiées : représentation communautaire modelée par le principe de cooptation oligarchique, fidélité à la gestion municipale en assemblées générales, en particulier dans les petites villes, et adoption, dans la plupart des villes importantes, d'un régime d'échevinage caractérisé par un corps de ville, minorité gouvernante dirigée par un maire ou procureur syndic – le tout selon des modalités chronologiques variables et non linéaires.

- 3 La méthode d'analyse qui consiste à scruter le milieu municipal de l'Ouest atlantique au prisme de la logique socio-professionnelle conduit Gauthier Aubert et Guy Saupin à présenter, dans le troisième chapitre de l'ouvrage, un essai de typologie articulée autour du concept de « capitale », administrative – voire parlementaire – ou marchande. L'étude de la composition sociale de trois grands types de corps de ville met en lumière les spécificités sociologiques de chaque groupe gouvernant que les deux historiens expliquent par la configuration socio-professionnelle locale et par l'orientation fonctionnelle de chaque ville. Au cœur de cette différenciation, les mondes de la justice et de l'office apparaissent comme déterminants. Car pour Rennes, capitale parlementaire qu'étudie Gauthier Aubert, comme pour Tours, Angers et Le Mans, c'est la prépondérance officière qui structure et organise l'identité politique du corps municipal. Face à cette constante, les auteurs distinguent des nuances dont l'expression est un rapport de force entre différents groupes : les officiers supérieurs (du présidial, du bureau des finances), ceux de moindre rang (élection, hôtel des monnaies, grenier à sel, maréchaussée), les avocats, les procureurs, ou encore les marchands. La méthode d'investigation proposée par Guy Saupin, cette « mise en relation de la sociologie édilitaire avec l'équilibre fonctionnel de la ville » (p. 137) s'intéresse moins à la présence des groupes précédemment cités aux assemblées de la municipalité, qu'à la question de leur accès aux charges de maire – ou procureur syndic – et d'échevins. L'étude se concentre donc sur la capacité des « gens de justice et des finances » à investir le milieu politique municipal par le biais de l'échevinage : c'est le concept d'« entrisme » (p. 38, 51) que les historiens ajoutent à la syntaxe de l'analyse socio-politique.
- 4 Cet « entrisme » pose la question, étudiée dans le deuxième chapitre, de l'évolution dans le temps, au cours de la période moderne, du modèle pyramidal des institutions municipales. Car l'ouverture sociale des corps de ville de l'Ouest français, symbolisée par les assemblées électorales et les conseils de délibération issus du Moyen Âge, est travaillée par plusieurs tendances qui conduisent *in fine* à la contraction progressive de la représentation politique entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. C'est l'intérêt de ce chapitre que de mettre l'étude sociale de la politique municipale à l'épreuve du temps, en particulier en étudiant les évolutions du processus électoral et cooptatif sur un temps long. Ce questionnement conduit Guy Saupin à distinguer différents « supports » électoraux en fonction des villes, distinction qui vient compléter la typologie établie dans le troisième chapitre. Apparaît ainsi le lien étroit entre l'identité sociologique et professionnelle des élites de la ville – députés paroissiaux, prévôts des corporations de métiers jurés ou réglés, gens de justice et de finances – et le sort des deux processus électif et consultatif. L'étude du degré d'intégration de la population à l'élaboration de la politique municipale revient finalement à mesurer sa contraction à mesure des règlements de fermeture sociale : contraction évidente à Rennes, à travers le « moment 1627-1628 » (p. 83-84), moins évidente dans le cas de Nantes, divisée du début des années 1630 jusqu'au milieu du XVIII^e siècle sur la composition de ses assemblées.

- 5 Les quatrième et cinquième chapitres étudient la question des réseaux de parenté et d'amitié dans les bourgeoisies de l'Ouest français en tentant, comme il est dit en introduction, de ne pas limiter la participation aux échevinages à une logique lignagère purement utilitaire. Il s'agit au contraire de mettre en lumière la complexité de « l'horizon municipal », soit l'ensemble des motivations et des déterminants qui poussent un homme à briguer les responsabilités du corps de ville. Est interrogée l'idée même d'engagement civique telle qu'elle est transmise et appliquée par une famille et pérennisée par le mariage. L'exemple tourangeau, scruté par Claude Petitfrère, présente une étude des patronymes trouvés dans les archives et aboutit à une hiérarchie des « temps échevinaux » (p. 143) au sein de laquelle quelques grands noms apparaissent. Guy Saupin, quant à lui, attire l'attention sur l'intrication entre des solidarités corporatives et négociantes puissantes et des familles impliquées dans le milieu politique municipal nantais. Contrairement à Claude Petitfrère qui constatait une rotation importante des patronymes (ce qui va à l'encontre de l'idée selon laquelle la politique municipale serait confisquée par un petit nombre de familles et captée par des configurations parentales étroites), Guy Saupin observe l'existence d'un « avantage dynastique » (p. 168) caractérisé par l'importance de l'ancienneté dans la reproduction élitaire des patriciats urbains. Philippe Jarnoux, dans le cinquième chapitre, poursuit cette réflexion sur les dynamiques et les inerties de la reproduction sociale des élites municipales en réfléchissant sur leurs réseaux relationnels : il montre comment la mise en place de ces réseaux conduit en fait au renouvellement des oligarchies municipales que permettent les stratégies financières et l'enrichissement de certains individus.
- 6 Les sixième et septième chapitres interrogent finalement les politiques financières municipales à travers une lecture sociale. Guy Saupin rappelle d'abord que l'action publique – encaissement des recettes et ventilation des dépenses – ne peut prendre place que dans un double contexte marqué par les exigences de la politique locale d'une part, par celles d'une autorité monarchique croissante au cours de la période moderne d'autre part. Dans le dernier chapitre, Claude Petitfrère et Béatrice Baumier-Légrand constatent, à travers l'exemple de Tours, la supériorité des dépenses sur les recettes, en particulier à cause de la dette contractée lors des guerres de religion et jamais résorbée depuis. Ils observent ainsi la mise en place d'expédients – dont l'emprunt – destinés à faire face aux surplus de dépense qu'entraînent les exigences de la fiscalité royale. Poursuivant la réflexion engagée dans les chapitres précédents, les deux historiens s'intéressent au milieu professionnel de ces prêteurs : administrateurs des hôpitaux, chanoines, curés, fabriques mais aussi réguliers, les membres du clergé sont les créanciers principaux du corps de ville tourangeau, à côté de quelques officiers, marchands ou membres du conseil échevinal. C'est l'intérêt de ces deux derniers chapitres que d'approfondir le lien entre les stratégies de rééquilibrage financier telles qu'elles sont conduites par les édiles et la situation professionnelle et pécuniaire de ceux qui prêtent ou sont taxés.
- 7 L'étude dirigée par Guy Saupin impose ainsi une syntaxe, une grammaire et un lexique propres à l'analyse sociale du politique. « Entrisme », « réseaux », « dynasties », « temps échevinal », le travail de ces six historiens propose une relecture des concepts utilisés pendant les deux dernières décennies. Les perspectives qu'il ouvre sont à la mesure de l'héritage historiographique dont il s'alimente : les méthodes d'investigation utilisées – inventaire des patronymes, étude des sources testamentaires ou des inventaires après décès, observation des documents financiers de la miserie, etc. – dessinent désormais

l'horizon intellectuel et méthodologique de toute étude portant sur les municipalités françaises. Avec et à côté de la synthèse récente et nationale de Laurent Coste², l'*Histoire sociale du politique* centre le propos sur un espace géographique et institutionnel plus resserré dans lequel on perçoit mieux les dynamiques de l'action publique quotidienne, et surtout, le visage de ceux qui la dirigent.

NOTES

1. Avancées qui ont eu comme points de départ la thèse de Guy SAUPIN, *Nantes au XVII^e siècle. Vie politique et société urbaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996 ; le colloque tenu à Tours les 7, 8 et 9 septembre 1998 sous la direction de Claude Petitfrère (*Construction, reproduction et représentation des patriciats urbains de l'Antiquité au XX^e siècle*, Tours, CEHVI, 1999 ; en particulier : SAUPIN, Guy, « Les oligarchies municipales en France sous l'Ancien Régime : réflexion méthodologique sur l'analyse historique de leur reproduction à partir de l'exemple de Nantes », p. 95-112) ; enfin l'article de Guy SAUPIN, « Les corps de ville dans la France moderne. Tendances historiographiques récentes », *Bulletin de la Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2000/3-4, p. 123-135.
 2. COSTE, Laurent, *Les lys et le chaperon. Les oligarchies municipales en France de la Renaissance à la Révolution*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2007.
-

INDEX

Thèmes : Bretagne

Index chronologique : Époque moderne